

AVIS DE DEMANDE DE COTATION

N° /DC/MINJEC/CIPM/2025 DU 19

POUR L'ACQUISITION DU MOBILIER DE BUREAU DES SERVICES CENTRAUX DU
MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION CIVIQUE (MINJEC)

FINANCEMENT : BIP MINJEC, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59 26 147 05 34 00 10 524118

1. Objet de la Demande de Cotation

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, Maître d'Ouvrage, lance un Avis de Demande de cotation pour l'acquisition du mobilier de bureau pour les services centraux dans son département ministériel.

2. Consistance des prestations

Les prestations de la présente Demande de Cotation consistent en l'acquisition du mobilier de bureau pour les services centraux dans son département ministériel, conformément aux caractéristiques et quantités des fournitures, sa mise en service et sa réception. Il s'agit :

N°	Désignation
1	Salon de réception Directeur
2	Fauteuil Directeur
3	Meuble de rangement Directeur
4	Meuble de rangement Sous-Directeur
5	Fauteuil Sous-Directeur
6	Fauteuil Chef Service
7	Chaise de réception Chef Service
8	Climatiseur 2 CV
9	Téléviseur

3. Participation et origine

La participation à cette Demande de Cotation est ouverte aux sociétés de droit camerounais installées au Cameroun et justifiant des capacités techniques et financières leur permettant de réaliser les prestations, objet de la présente Demande de Cotation.

4. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le Budget d'Investissement Public, Exercice 2025 du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, imputation N° 59 26 147 05 34 00 10 524118

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est en ligne.

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier de demande de cotation peut être consulté aux heures ouvrables, au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Porte 009, rez-de-jardin Tél. 222 20 35 70, et la version électronique sur la plateforme COL.EPS disponible aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

Le dossier peut être obtenu aux heures ouvrables, au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Porte 009, rez-de-jardin Tél. 222 20 35 70, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de quarante mille (40 000) F CFA, payable au Trésor Public. La copie du reçu de ce versement sera jointe au dossier d'appel d'offres.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de vingt-cinq millions (25 000 000) F CFA TTC.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquittée à la main, timbrée et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce V du DC. Le montant de ladite caution est fixé à cinq cent mille (500 000) F CFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission à l'ouverture, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

NB : la caution doit être accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDEC), son absence entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

10. Remise des Cotations

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COL.EPS au plus tard le _____ à 12 heures précises, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

AVIS DE DEMANDE DE COTATION
N° ____/DC/MINJEC/CIPM/2025 DU ____
POUR L'ACQUISITION DU MOBILIER DE BUREAU DES SERVICES CENTRAUX DU
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE (MINJEC)
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

11. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre

12. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres technique et financière aura lieu le _____ à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, sise au rez-de-jardin, Porte 010 de l'Immeuble siège dudit département ministériel, à Yaoundé, au Centre Administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

13. Recevabilité des Cotations

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Notamment L'absence de caution de soumission à l'ouverture timbrée et acquittée, accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDEC) entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

14. Critères d'évaluation

14.1- Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- absence du cautionnement de soumission timbrée et acquittée à l'ouverture des plis, accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDEC) ;
- non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- non-respect d'au moins 5 des 7 critères essentiels ;
- absence de prospectus, catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;
- non-respect de 100% des spécifications techniques majeures ;
- non-respect de 70% des spécifications techniques mineures;
- absence de l'agrément ou de l'autorisation du fournisseur délivré par le fabricant ou absence de l'agrément ou de l'autorisation du fournisseur délivré par un distributeur agréé par le fabricant accompagné de l'agrément dudit distributeur ;
- absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années ;
- absence de la lettre de soumission datée, signée et timbrée ;
- absence de la charte d'intégrité signée;
- absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
- absence de la copie de sauvegarde de la soumission au moment du dépôt;
- non-respect du format des fichiers.

14.2- Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la lettre de garantie ;
- le calendrier de livraison (planning et calendrier de réalisation des services connexes) ;
- la capacité financière d'au moins 80% du montant du marché (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires annuel selon le bilan certifié ou la déclaration statistique et fiscale) ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, personnel technique) ;
- la preuve d'acceptation des conditions du marché

15. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures objet de la présente Demande de Cotation est de soixante (60) jours. La livraison sera faite au Bâtiment siège du MINJEC sis au Centre Administratif de Yaoundé.

16. Tranches/Allotissement

Non applicable.

17. Attribution

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera la Lettre-commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

18. Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs cotations pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des cotations.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés Publics du MINJEC, rez-de-jardin de l'Immeuble abritant les services du MINJEC, au Centre Administratif, à Yaoundé, Porte 009, Tél. 222 20 35 70, ou écrire à l'adresse sm_minjec2020gmail.com ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. -Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le _____

AMPLIATIONS :

- MINMAP (ATCR) ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- SOPECAM (pour publication) ;
- Président C'MPM (pour information) ;
- Affichage (pour information) ;
- Service des Marchés (pour archivage).

**LE MINISTRE DE LA JEUNESSE
ET DE L'EDUCATION CIVIQUE
MAITRE D'OUVRAGE,**



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DE JEUNESSE ET DE
L'EDUCATION CIVIQUE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS AND
CIVIC EDUCATION

INTERNAL TENDERS BOARD

TENDER NOTICE

FOR THE REQUEST FOR QUOTATION N° 5/DC/MINJEC/CIPM/2025 OF _____
FOR THE ACQUISITION OF OFFICE FURNITURE IN THE MINISTRY OF YOUTH
AFFAIRS AND CIVIC EDUCATION

Financing: PIB MINJEC 2025,
Budgetary line: 59 26 147 05 34 00 10 524118

1. Subject of the Request for Quotation

The Minister of Youth Affairs and Civic Education, Contracting Authority, is hereby launching, a tender notice for a request for quotation relating to the purchase of office furniture for the central services of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education.

2. Nature of services

The supplies, subject of this request for quotation include the purchase of office furniture at the central service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education (MINJEC), according to the description of the supply, its commissioning and acceptance, as follows:

N°	Désignation
1	Director's reception lounge
2	Director's chair
3	Director's storage unit
4	Sub-Director's storage unit
5	Sub-Director's chair
6	Chair for Service Heads
7	Reception chairs for Service Heads
8	Air condition 2 HP
9	Television

3. Participation and origin

Participation in this consultation is open to service providers based in Cameroon with justified technical and financial capacities permitting them to carry out the supplies, subject of the present consultation.

4. Financing

Supplies which form the subject of this invitation to tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, fiscal year 2025; Budgetary line; 59 26 147 05 34 00 10 524118.

5. Submission method

The submission method selected for this consultation is online.

6. Consultation of the Request for Quotation File

The tender file may be consulted during working hours, in the Public Contract's Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, main building, located at Administrative center, Yaounde, ground floor, Door n° 009, Tel. 222 20 35 70, and the electronic version on the platform COLEPS available at addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> as from the date of the publication of this notice.

7. Acquisition of the Request for Quotation file

The file can be obtained during working hours, in the Public Contract's Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, main building, located at the Administrative center, Yaounde, Door n°009, Tel. 222 20 35 70, as from the publication of this notice upon payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of forty thousand (40 000) CFA Francs. A copy of the receipt for this payment will be attached to the tender file.

It is also possible to obtain the tender File by free download on the COLEPS platform available at the above addresses for the electronic version. However, online submission is subject to the payment of purchase costs of the tender File.

incompliance with the regulation in force payable at the Public Treasury for Public Administrations and in the Special Account CAS- ARMP.

8. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is twenty-five million (25 000 000) F CFA including tax.

9-Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 10 of the Request for Quotation File (RQF), of an amount of five hundred thousand (500 000) F CFA and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorized by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be inadmissible.

NB: the bid bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC); its absence shall lead automatically to the rejection of the bid without any recourse.

10-Submission of Quotations

the tender must be transmitted by the tenderer on the COLEPS platform not later than _____ at 12 pm local time. A backup copy of the offer saved on USB Flash must be send in a sealed envelope with the clear and readable indication « backup copy», in addition to the above-mentioned indication within the deadline set

TENDER NOTICE
FOR THE REQUEST FOR QUOTATION N° _____ / DC/MINJEC/CIPM/2025 OF _____
FOR THE PURCHASE OF OFFICE FURNITURE IN THE MINISTRY OF YOUTH
AFFAIRS AND CIVIC EDUCATION

“To be opened only during the bid-opening session”.

“To be opened only during the bid-opening session”.

11. File size and format

For online submission, the maximum sizes of documents that will pass on the platform and constituting the tender's offer are as follow:

- 5 Mo for the administrative tender;
- 15 Mo for technical tender;
- 5 Mo for financial tender.

The accepted formats are the following:

- Format PDF for the documents;
- JPEG for images.

The candidate Will take care to use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

12- Opening of bids

Bids shall be opened once.

The opening of the administrative, technical and financial documents will take place on the _____ at 1: 00 p.m. by the Internal Procurement Commission of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, in their meeting room at the ground floor of the main office building, Room No.010, Administrative centre/Yaoundé.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorised.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

13- Admissibility of Quotations

The administrative documents, the technical and the financial quotations must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderer.
- Bids submitted after the closing date and time for submission.
- Bids non-compliant with the bidding mode.
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender.
- Failure to comply with the number of copies specified in the Request for Quotation File (RQF) or offer in copies only.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted. The absence of a bid bond stamped and certified by the Deposits and Consignment Fund (CDEC), at the opening of tenders, shall result automatically to the rejection of the bid without any recourse.

14-Evaluation criteria

14.1 Eliminary criteria

The eliminary criteria include:

- absence of bid bond stamped and paid for at the opening of tenders, accompanied by a receipt issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC);
- failure to produce, within 48 hours of the opening of the envelopes, any part of the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing when the envelopes are opened (excluding the submission bond);
- false declarations, fraudulent schemes or falsified documents;
- non-respect of less than 5 out of 7 of the essential criteria;
- absence of the prospectus, catalogue, drawing, or technical sheet produced by the manufacturer;
- failure to comply with 100% of the major technical specifications;
- failure to comply with 70% of the minor technical specifications;
- absence of supplier's approval or authorisation issued by the manufacturer or absence of the supplier's approval or authorisation issued by the distributor approved by the manufacturer accompanied by the approval of the said distributor, if applicable;
- absence of a quantified unit price in the financial offer;
- absence of a declaration on the honour for no abandonment of a contract during the last three years;
- failure to submit a dated, signed and stamped submission letter;
- absence of a signed integrity charter;
- absence of a commitment statement to comply with environmental and social clauses;
- absence of a backup copy of the bid during the submission;
- failure to comply with file format.

14.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of tenderers shall include, by way of indication, the following:

- the presentation of the bid;
- bidder's references;
- letters of guarantee;
- delivery schedule (planning and schedule for the execution of ancillary services);
- financial capacity of at least 80% of the contract amount (access to a credit line or other financial resources, turnover according to the certified balance sheet or statistical and tax return);
- after sales service (availability of spare parts, technical personnel);
- proof of acceptance of the contract conditions.

15 Estimated execution period

The maximum time limit set by Contracting Authority for the delivery of supplies which form the subject of this Request for Quotation is sixty (60) days. The supplies will be delivered at the Ministry of Youth Affairs and Civic Education.

16 - Tranches/Allotment

No applicable

17 -Award

The Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority the Jobbing Order to the bidder who presented a bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including, where necessary, proposed rebates..

18 Duration of the validity of Quotations

Bidders shall be bound by their Quotations for a period of 90 (ninety) days from the deadline set for the submission of Quotations.

19 Additional information

Further Information can be obtained during working hours at the Public Contract's Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education located on the ground floor (Room No. 009) of its main building situated at Yaoundé Administrative centre neighbourhood. Tel 222 20 35 70, or by writing to sm_minjec2020@gmail.com, or online on the COLEPS platform through the address: <http://www.publicmarchis.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

17. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation for practices, facts or acts, attempt of corruption or facts of malpractices, please call CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, the

THE MINISTER OF YOUTH AFFAIRS
AND CIVIC EDUCATION
Project Owner

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- MINJEC
- Contracts Office
- President CIPM/MINJEC
- Billposting



